



FLASH DE CONJONCTURE



DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ÉCONOMIE

FIN MAI 2021 - N°04/2021

Union – Discipline – Travail

SYNTHESE

Au niveau mondial, l'activité économique devrait au second trimestre 2021, consolider sa reprise amorcée au second semestre 2020. Elle bénéficierait de l'amélioration de la situation sanitaire favorisée par l'accélération des campagnes de vaccination dans la plupart des pays avancés.

L'activité économique nationale reste favorable, grâce à la maîtrise de la pandémie à coronavirus 2019 et à l'exécution des grands projets d'infrastructures publics.

Sur les cinq premiers mois de l'année 2021 et comparativement à la période correspondante de 2020, l'activité économique enregistre un dynamisme caractérisé par la bonne tenue de l'agriculture d'exportation dans le secteur primaire et une évolution favorable des activités du tertiaire. De même, dans le secondaire, l'activité industrielle en volume ressort en progression, après le repli enregistré sur les trois premiers mois de l'année 2021. Par contre, l'agriculture vivrière est affectée par la sécheresse enregistrée depuis 2020, au regard des tensions sur les prix de certains produits vivriers.

En effet, les prix à la consommation croissent de 3,4%, sous l'effet d'un fort renchérissement des prix des produits comestibles (+5,1%) et d'une hausse plus modérée de ceux des produits non comestibles (+2,6%).

Dans l'emploi formel, l'effectif de salariés s'accroît de 7,3% pour s'afficher à 1 139 422, porté à la fois par le secteur privé et le secteur public.

La situation des finances publiques est caractérisée par un accroissement des recettes totales et dons (23,4%) et des dépenses totales et prêts nets (14,9%). Il se dégage un solde budgétaire global déficitaire de 325,7 milliards.

Concernant le commerce extérieur spécial hors biens exceptionnels, les exportations et les importations en valeur croissent respectivement de 17,5% et de 10,2%. Il ressort de ces évolutions un excédent commercial de 909,4 milliards de FCFA. Les termes de l'échange s'améliorent de 4,2%, sous l'effet d'une baisse des prix à l'importation (-4,8%) plus prononcée que celle des prix à l'exportation (-0,8%).

La poursuite des mesures d'assouplissement des conditions de refinancement par la banque centrale permet un raffermissement des créances nettes sur l'Administration Centrale de 37,0% (+1 090,6 milliards) et des créances sur l'économie de 7,1% (+531,7 milliards). S'agissant des actifs extérieurs nets, ils progressent de 53,5% (+1 551,7 milliards).

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indices BRVM 10 et BRVM composite progressent respectivement de 0,4% et de 4,0% en variation mensuelle au mois de mai 2021.

CONTEXTE ECONOMIQUE

Au **niveau mondial**, après avoir été durement affectée par la crise sanitaire au premier semestre 2020, l'économie a confirmé au premier trimestre 2021, sa reprise amorcée au second semestre 2020. Ce redressement devrait se poursuivre au deuxième trimestre au regard de l'amélioration de la situation sanitaire. En effet, le nombre de nouveaux cas de Covid-19 répertorié au niveau mondial recule depuis le pic observé au début du mois de mai 2021. Cette baisse s'explique essentiellement par l'accélération des campagnes de vaccination dans la plupart des pays avancés et laisse entrevoir une réouverture plus complète de leur économie.

Le Fonds Monétaire International (FMI), dans sa publication intitulée « les perspectives de l'économie mondiale » parue en avril 2021, prévoit une hausse du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial de 6,0% en 2021 après un repli de 3,3% en 2020. Ce rebond proviendrait d'un redressement du PIB aussi bien des pays avancés (+5,1% après -4,7% en 2020) que des pays émergents et pays en développement (+6,7% contre -2,2% en 2020). En Afrique subsaharienne et au niveau de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le PIB progresserait respectivement de 3,4% et 5,6% en 2021.

Toutefois, ces prévisions sont fragilisées par l'accès limité aux vaccins dans les économies émergentes et en développement ainsi que par la propagation des variants plus contagieux.

Au mois de mai 2021, le marché des matières premières se caractérise, en variation mensuelle, par une évolution

différenciée des cours des principaux produits de base de la Côte d'Ivoire.

Le cours du pétrole brut recule de 13,0% pour s'afficher à 56,4 dollars US le baril en moyenne mensuelle, après avoir évolué à la hausse depuis le creux observé en avril 2020.

A l'inverse, le cours du cacao fève croît de 1,9% pour se situer à 2 412,9 dollars US. Quant aux cours du caoutchouc et du coton, ils poursuivent leur évolution à la hausse entamée en avril 2020 et augmentent respectivement de 3,0% et de 0,2%. De même, les cours du café (+10,4%), de l'huile de palme (+6,8%), du sucre (+6,2%) et de l'or (+5,2%) progressent.

En moyenne sur les cinq premiers mois de l'année 2021 et en glissement annuel, le marché des matières premières est globalement bien orienté, en lien avec la reprise progressive de l'économie mondiale. Ainsi, les cours du pétrole brut (+52,5%), du café (+15,2%), du coton (+28,5%), du caoutchouc (+29,6%), de l'huile de palme (+71,2%) et de l'or (+10,5%) progressent. Par contre, le cours du cacao baisse de 1,7%.

Sur le marché des changes, comparé au mois précédent, l'euro s'apprécie par rapport au dollar US (+1,0%) et au yen (+1,6%) au mois de mai 2021. En revanche, la monnaie européenne se déprécie par rapport à la livre sterling (-1,0%) et au yuan renminbi (-0,4%).

Au plan national, l'environnement économique reste favorable, grâce à la maîtrise de la pandémie à coronavirus 2019 et à l'exécution des grands projets d'infrastructures publics.

Au niveau sanitaire, la lutte contre la Covid-19 est marquée par une accélération de la campagne de vaccination. Ainsi, au mois de mai 2021, 382 468 doses de vaccins ont été administrées contre 158 981 doses sur les deux mois précédents, portant à 541 449 le nombre total de doses administrées à fin mai 2021.

A fin mai 2021, la Côte d'Ivoire compte 285 cas actifs et 305 décès sur les 47 292 cas confirmés depuis le début de la crise sanitaire.

Par ailleurs, l'activité économique devrait tirer également profit de l'exécution du programme du Gouvernement pour l'année 2021 composé de 393 projets et de 151

réformes axés sur le développement du capital humain, la connexion digitale et l'accès aux services sociaux de base.

Dans ce contexte, l'indice mesurant la perception des opérateurs économiques quant à l'évolution de l'environnement des affaires se situe en moyenne sur les cinq premiers mois de l'année 2021 à 101,6 contre 90,3 sur la période correspondante de 2020. Cette hausse témoigne de leur confiance en la reprise de l'activité économique. Aussi, le financement de l'économie resterait bien orienté au deuxième trimestre 2021, puisque les banquiers anticipent un accroissement du volume des activités bancaires.

Réalisations sur les cinq premiers mois de l'année 2021 comparées à la même période de l'année 2020, sauf indication contraire.

Valeurs en FCFA, sauf indication contraire.

1 SECTEUR REEL

Dans le secteur réel, l'agriculture d'exportation dans le secteur primaire et les activités du tertiaire maintiennent leur évolution favorable. Au niveau du secondaire, l'activité industrielle en volume ressort en progression après s'être repliée sur les trois premiers mois de l'année 2021.

1.1 Secteur primaire

Le secteur primaire enregistre le dynamisme de l'agriculture d'exportation marquée par une hausse des productions de noix de cajou (+52,6%), de coton graine (+14,5%), de banane dessert (+18,3%), d'ananas (+26,8%), de cacao fèves (+15,2% à fin mars 2021) et de régimes de palme (+8,1% à fin avril 2021). A l'inverse, les productions de sucre (-10,4%) et de café (-48,6%) ressortent en baisse.

La filière **anacarde** tire profit du renforcement des capacités des producteurs aux bonnes pratiques agricoles et de l'entrée en production de plants améliorés de cajou. Aussi, la reprise progressive de la demande mondiale de noix de cajou induit une hausse du prix d'achat au producteur qui se situe en moyenne à 324 FCFA/Kg sur les cinq premiers mois de l'année, au-dessus du prix plancher de 305 FCFA/Kg fixé par le Gouvernement.

Dans la filière **palmier à huile**, la hausse des cours mondiaux a induit un accroissement des prix de l'huile de palme raffinée en début d'année 2021. Cette augmentation est intervenue le 09 décembre 2020, après la fin de la mesure de plafonnement des prix instaurée par le Gouvernement à partir du 29 avril 2020.

Toutefois, face au mécontentement des consommateurs, le Gouvernement et les

usiniers ont convenu de la suspension de cette hausse et du maintien du plafonnement des prix qui s'est étendu au prix au producteur du régime de palme.

Dans la filière **sucrière**, le repli de la production sur les cinq premiers mois de l'année 2021, s'explique par un début de campagne, sur la période d'octobre 2020 à décembre 2020, plus dynamique qu'un an plus tôt. En effet, 45,0% de la production a été captée sur cette période contre 40,3% à la même période de la campagne précédente.

La filière du **coton graine** continue de bénéficier de l'augmentation des surfaces cultivées, de la distribution de semences améliorées à haut rendement et de la stabilité des prix rémunérateurs aux producteurs. Par ailleurs, l'introduction de deux nouvelles variétés (CI 123 et CI 128) par le Centre National de la Recherche Agronomique (CNRA), visant à améliorer davantage la qualité afin de valoriser le coton ivoirien, pourrait contribuer à booster encore la production.

Tableau 1: Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	5 premiers mois 2020	5 premiers mois 2021	Variation (%)
Cacao fèves*	520 749,3	599 883,9	15,2
Café*	76 769,4	39 487,3	-48,6
Noix de cajou	564 795,0	861 908,0	52,6
Ananas	29 547,4	37 471,5	26,8
Banane dessert	198 929,3	235 364,5	18,3
Coton graine	368 026,2	421 382,2	14,5
Sucre	113 028,6	101 296,5	-10,4
Régime de palme**	1 181 362,8	1 277 610,2	8,1
Caoutchouc naturel*	222 552,0	275 589,0	23,8

Sources : DGE, OPA, MINADER

*Données à fin mars

** Données à fin avril

1.2 Secteur secondaire

A fin mai 2021, l'Indice Harmonisé du volume de la Production Industrielle (IHPI) enregistre un accroissement de 5,2%. L'activité se consolide ainsi, après avoir été en baisse sur les trois premiers mois de l'année. Cette embellie est portée par la hausse des productions en volume des « industries manufacturières » (+6,3%), des « industries extractives » (+4,1%), des « industries environnementales » (+6,8%) et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+0,9%).

Les industries manufacturières bénéficient essentiellement des bonnes performances des « industries chimiques, pharmaceutiques, du caoutchouc et du plastique » (+23,4%), des « industries métalliques » (+22,8%) et des « industries de matériaux minéraux » (+10,3%). En ce qui concerne les « industries de transformation de produits pétroliers », leur production se contracte de 2,7% en volume, en dépit de l'augmentation des quantités produites par la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR).

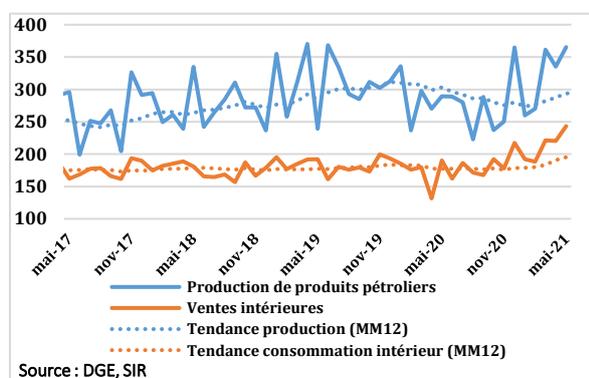
En effet, la production de la SIR progresse de 11,3% tirée par la consommation nationale (+23,5%) tandis que les exportations reculent de 2,2%.

La bonne tenue des « industries extractives » est attribuable à l'accroissement de la production en volume de la division « extraction de minerais métalliques » (+7,3%) amoindrie par la baisse de celle de la division « extraction d'hydrocarbures » (-3,4%). La division « extraction de minerais métalliques » bénéficie de la hausse de la quantité produite d'or (+2,7%), malgré le recul des

quantités produites de manganèse (-25,3%) et de nickel (-7,4%).

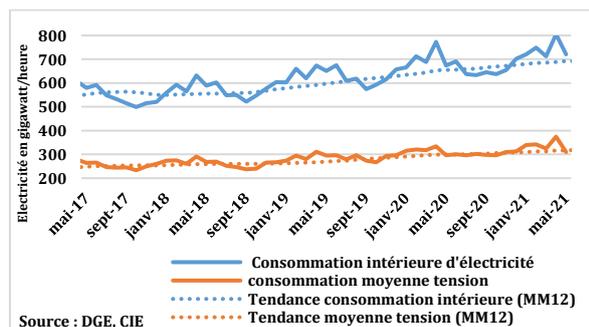
Au niveau de la division « extraction d'hydrocarbures », la quantité produite de pétrole brut s'affaïsse de 18,7% du fait de la déplétion naturelle des puits qui affecte la production du principal bloc CI-40 (-23,4%). A l'inverse, la quantité produite de gaz naturel s'accroît de 3,6%, portée par le dynamisme de la demande, en lien avec la hausse de la production d'électricité de source thermique.

Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers



Au niveau des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau », la production nette d'électricité stagne (-0,1%), sous l'effet combiné de la hausse de la production de source thermique (+8,5%) et du reflux de celle de source hydraulique (-20,2%). La production de source hydraulique est affectée par le tarissement des retenues d'eau des barrages hydroélectriques dû à la sécheresse enregistrée en 2020.

Graphique 2 : Evolution de la consommation d'électricité



Le repli de 18,5% de l'indicateur avancé du BTP observé au mois de janvier 2021, en glissement annuel, s'est atténué pour se situer à 0,7% à fin mars 2021. Le BTP devrait poursuivre son redressement, porté par l'accélération de l'exécution des projets publics d'infrastructures.

1.3 Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est marqué par la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes.

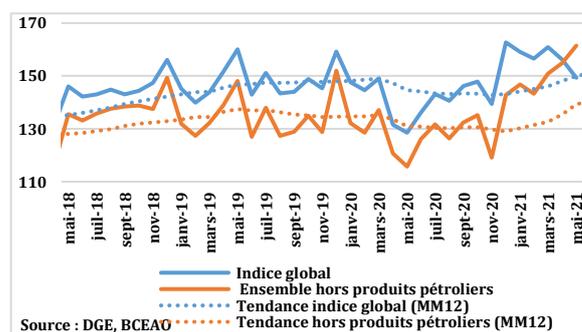
Tableau 2 : Evolution des principaux indicateurs du secteur tertiaire

	05 mois 2020	05 mois 2021	Variation
ICA commerce de détails	128,5	149,4	11,5%
Trafic global maritime* - en milliers de tonnes	9 766,3	11 269,2	15,4%
Total voyageurs aérien	400 793,0	458 725,0	14,5%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise - en tonnes)	396 982,1	428 949,7	8,1%

Source : DGE, BCEAO, AERIA, PAA, PASP
*Données à fin avril 2021

Les ventes dans le **commerce de détail** sont en hausse continue depuis le début de l'année. A fin mai 2021, l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) s'accroît de 11,5%, porté par l'ensemble des branches.

Graphique 3 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



L'ICA de la branche « produits de l'alimentation » et celui de la branche « articles d'équipement de la personne » progressent respectivement de 19,3% et 19,2%. Les ventes de « produits d'équipements du logement » sont

également en hausse de 14,2%, portées notamment par les ventes des « matériaux de construction » (+15,9%).

L'ICA de la branche « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » bondit de 25,5%, en lien avec la bonne tenue des ventes de « véhicules automobiles neufs » (+34,3%), de « motocycles neufs » (+11,1%) et de « pièces et accessoires de véhicules automobiles et motocycles neufs » (+14,2%).

Les ventes en valeur de « produits pétroliers » augmentent de 1,8%.

Le transport routier devrait maintenir sa tendance à la hausse au regard de la consommation des carburants « gasoil » et « super » qui augmentent de 21,5% à fin mai 2021.

Le **transport ferroviaire** enregistre une progression du trafic total de marchandises de 8,1%, sous l'effet conjugué du dynamisme des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso (+9,6%) et de la contraction du trafic intérieur (-17,9%).

Quant au **transport aérien**, il continue de se redresser et enregistre, à fin mai 2021, une augmentation du nombre de passagers commerciaux de 14,5%. Cette situation se ressent sur l'ensemble des destinations. Ainsi, en moyenne sur la période sous revue, le trafic national (+70,3%), le trafic vers la CEDEAO (+23,1%), le reste de l'Afrique (+5,4%), l'Europe (+4,3%) et le reste du monde (+24,5%) ont tous progressé. Le trafic vers l'Amérique n'a toujours pas repris.

Le **transport maritime** poursuit sa tendance haussière et connaît même une accélération à fin avril 2021. Ainsi, au terme des quatre premiers mois, le trafic

global de marchandises progresse de 15,4%, porté par le dynamisme continu des deux ports.

Au Port d'Abidjan, le trafic global de marchandises s'accroît de 12,5%, soutenu à la fois par le trafic national (+11,6%), les activités de transit (+18,7%) et le transbordement (+18,5%).

Le volume d'activité au Port de San Pedro bondit de 30,8% du fait de l'embellie du trafic national (+42,4%), malgré une contraction de 35,6% des activités de transbordement.

Les **télécommunications**, au terme des quatre premiers mois de l'année 2021, restent bien orientées au regard du nombre d'abonnements et du chiffre d'affaires qui progressent respectivement de 9,8% et 5,7%, portés par l'ensemble des branches du secteur.

Dans la téléphonie mobile, le chiffre d'affaires augmente de 6,8%, en lien avec une augmentation du volume du trafic voix et du nombre d'abonnement de 46,3% et 9,9% respectivement.

L'internet affiche également un bond de 39,4% de son chiffre d'affaires induit par un volume de trafic et un nombre d'abonnements qui enregistrent des hausses respectives de 41,1% et 39,4%.

Les services de mobile money connaissent également une évolution favorable, enregistrant une croissance de 8,1% du nombre d'abonnements et de 26,8% du chiffre d'affaires.

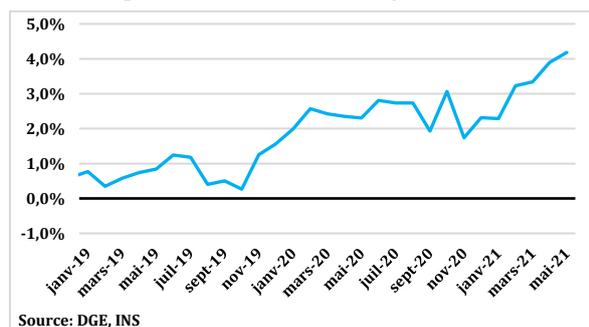
1.4 Prix à la consommation

Le renchérissement des prix à la consommation continue de s'accélérer. La hausse des prix, en glissement annuel, passe de 2,3% au mois de janvier 2021 à

3,3% au mois de mars 2021 pour atteindre 4,2% au mois de mai.

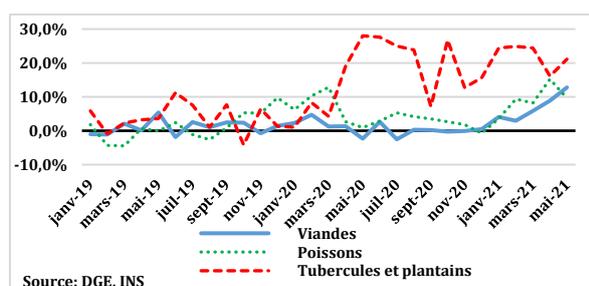
Ainsi, en moyenne sur les cinq premiers mois de l'année 2021, l'indice global des prix à la consommation affiche une hausse de 3,4% comparativement à la période correspondante de 2020.

Graphique 4 : Evolution de la hausse de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel



Cet accroissement de prix a été plus marqué au niveau des produits comestibles (+5,1%) principalement les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+5,3%). Les fonctions qui enregistrent les plus fortes hausses de prix sont les « tubercules et plantains » (+21,8%), les poissons (+9,2%) et les viandes (+6,9%). En effet, les « tubercules et plantains » sont confrontés à une baisse de la production en lien avec la sécheresse que le pays a connu en 2020. Par ailleurs, la recrudescence du terrorisme dans les régions pastorales du Mali, du Burkina Faso et du Niger affecte l'offre sous régionale de viande.

Graphique 5 : Evolution de la hausse des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel

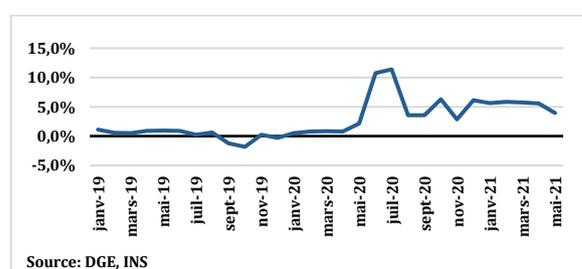


Par contre, les prix des légumes frais baissent de 5,1% et ceux des céréales non

transformées progressent modérément de 0,7%.

Du côté des produits non comestibles, le prix moyen augmente de 2,6%. Les principales fonctions concernées par ce renchérissement sont les « services de transport » (+4,5%), les « loyers effectifs » (+4,0%), les « produits, appareils et matériels médicaux » (+3,8%), l'« enseignement pré-élémentaire et primaire » (+13,6%) et les forfaits touristiques (+21,4%).

Graphique 6 : Evolution de la hausse des prix des services de transport en glissement annuel



En termes de provenance, les prix des produits locaux (+3,9%) augmentent plus fortement que ceux des produits importés (+0,9%).

1.5 Emploi

Le secteur de l'emploi formel, à fin mai 2021, est marqué par un accroissement de 7,3% du nombre de salariés en glissement annuel pour se situer à 1 139 422. Cette hausse est portée à la fois par le secteur public (+8,8%) et le secteur privé (+6,9%).

Aussi, sur les cinq premiers mois de l'année 2021, le nombre de nouvelles immatriculations et réembauches dans le secteur privé s'accroît de 14,0%.

Les secteurs du commerce, des industries manufacturières et du BTP demeurent les principaux pourvoyeurs d'emplois avec respectivement 31,0%, 14,5% et 12,9% des nouvelles immatriculations et réembauches.

Dans le secteur public, le nombre de nouveaux fonctionnaires intégrés au fichier de la CGRAE progresse de 29,0%. Les recrutements sont dominés par les secteurs de l'éducation (46,1%) et de la santé (+22,0%) en ligne avec la politique du Gouvernement.

2 FINANCES PUBLIQUES

La situation des finances publiques est marquée par une hausse de 23,4% (+458,6) des recettes totales et dons pour s'établir à 2 421,9 milliards.

Cette progression est essentiellement attribuable aux recettes fiscales (+444,6 milliards, soit +27,2%) qui ont bénéficié d'un bon recouvrement des taxes hors produits pétroliers (+99,9 milliards), des taxes sur produits pétroliers (+57,8 milliards), du BIC hors pétrole (+54,6 milliards), de la TVA (+51,4 milliards), des autres taxes indirectes (+44,1 milliards) et du droit d'enregistrement café-cacao (+21,6 milliards).

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 2 747,6 milliards, en progression de 14,9% (+355,8 milliards). Cette augmentation s'explique par un accroissement des subventions et autres transferts (+143,0 milliards), des dépenses de fonctionnement (+116,3 milliards), des intérêts sur la dette (+48,5 milliards) et des dépenses de personnel (+45,1 milliards). Par contre, les dépenses de sécurité et d'investissement reculent de 15,7 milliards et 3,6 milliards respectivement.

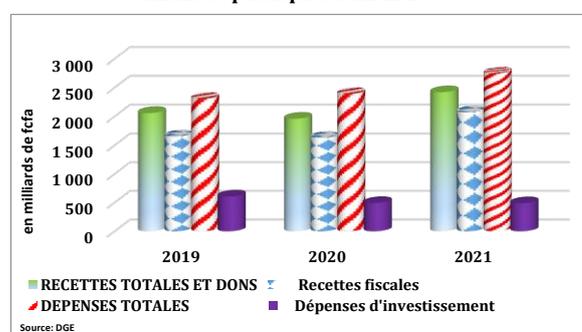
Il en résulte un solde budgétaire global déficitaire de 325,7 milliards. Pour financer ce déficit et assurer le remboursement du capital de la dette publique arrivée à échéance, la Côte d'Ivoire a eu recours au

marché sous régional et au marché international pour un montant de 1 585,0 milliards.

Sur le marché sous régional, l'Etat ivoirien a mobilisé 1 027,4 milliards constitués de 470,3 milliards de bons du trésor (dont 357,5 milliards de bons de trésorerie), 229,7 milliards d'emprunts obligataires et de 327,4 milliards d'obligations du trésor.

Au niveau du marché international, 557,6 milliards y ont été mobilisés à travers des eurobonds.

Graphique 7 : Evolution des principaux agrégats des finances publiques à fin mai



3 COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges de marchandises hors biens exceptionnels enregistrent au mois de mai 2021, un accroissement des exportations et des importations respectivement de 12,6% et 53,0% en glissement annuel.

En cumul sur les cinq premiers mois de l'année 2021, les exportations et les importations en valeur augmentent respectivement de 17,5% et de 10,2%. Les **exportations** sont favorisées essentiellement par l'accroissement des ventes en valeur de **produits primaires** (+23,7%) et de **produits transformés** (+15,8%). Il s'agit notamment du cacao fèves (+18,3%), du caoutchouc naturel (+46,8%), de la noix de cajou (+26,1%), du coton masse (+75,1%), du cacao transformé (+13,2%), de l'huile de palme

(+52,4%) et des produits pétroliers autres que le pétrole brut (+9,4%).

En ce qui concerne les **importations**, elles bénéficient de la hausse des achats en valeur de **biens de consommation** (+29,4%) et de **biens d'équipement** (+11,5%). Les principaux produits concernés par cet accroissement sont les véhicules de tourisme (+75,4%), les produits pétroliers autres que le pétrole brut (+62,8%), les poissons frais (+23,8%), les matériels de transport routier autres que les véhicules de tourisme (+40,7%) et les machines mécaniques (+18,5%).

Il découle de ces évolutions un solde commercial hors biens exceptionnels de 909,4 milliards contre 616,1 milliards à fin mai 2020. Par ailleurs, les termes de l'échange s'améliorent de 4,2% sous l'effet d'une baisse des prix à l'importation (-4,8%) plus prononcée que celle des prix à l'exportation (-0,8%).

4 SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE

La situation monétaire et financière est caractérisée par la poursuite de la baisse de l'activité boursière et par le renforcement du financement intérieur porté par le maintien des taux directeurs de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à des niveaux bas.

4.1 Situation monétaire

La situation monétaire continue de bénéficier de la politique monétaire accommodante mise en œuvre par la BCEAO depuis le début de la crise sanitaire à Covid-19 en Côte d'Ivoire.

Les créances intérieures croissent de 15,5% (+1 622,3 milliards), sous l'effet de la hausse des créances nettes sur

l'Administration Centrale et les créances sur l'économie respectivement de 37,0% (+1 090,6 milliards) et de 7,1% (+531,7 milliards). S'agissant des actifs extérieurs nets, ils progressent de 53,5% (+1 551,7 milliards), soutenus par la bonne orientation de la balance commerciale et par la mobilisation de financements extérieurs.

Dans ce contexte, la masse monétaire au sens large (M2) augmente de 24,6% (+2 793,5 milliards).

Tableau 3 : Evolution des principaux agrégats de la situation monétaire

Agrégats monétaires	Mai 2020	Mai 2021	Variations	
			Absolute	Relative
Masse monétaire (M2)	11 357,3	14 150,8	2 793,5	24,6%
Monnaie fiduciaire	2 745,4	3 507,0	761,6	27,7%
Dépôts transférables	4 983,0	6 510,6	1 527,6	30,7%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	3 628,9	4 133,2	504,3	13,9%
Actifs extérieurs nets	2 901,0	4 452,7	1 551,7	53,5%
Créances intérieures	10 449,1	12 071,4	1 622,3	15,5%
Créances sur l'Administration Centrale	2 949,5	4 040,1	1 090,6	37,0%
Créances sur l'économie	7 499,6	8 031,3	531,7	7,1%

Source : DGE, BCEAO

Concernant la situation des banques, le montant cumulé des crédits ordinaires mis en place sur les cinq premiers mois de l'année 2021 enregistre une hausse de 15,1% (+328,7 milliards) par rapport à la même période de l'année 2020. Cet accroissement provient notamment des crédits accordés aux « Particuliers » (+107,2 milliards), aux « Sociétés d'Etat EPIC » (+38,3 milliards) ainsi qu'aux « Personnels des banques » (+31,3 milliards). Toutefois, les crédits accordés aux « Entreprises individuelles » (-53,1 milliards), aux « Assurances et caisses de retraite » (-26,4 milliards), à l'« Etat et organismes assimilés » (-23,4 milliards) et à

la « *Clientèle financière* » (-2,3 milliards) ressortent en repli.

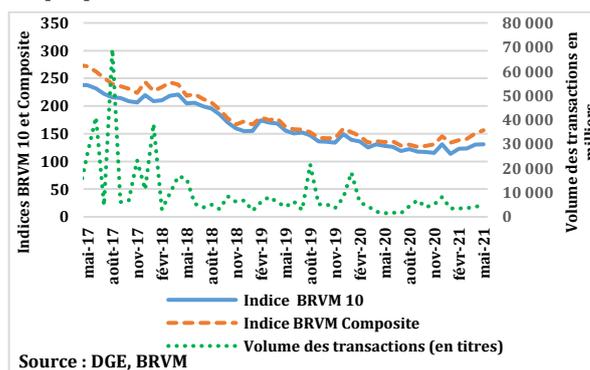
Par ailleurs, le taux d'intérêt moyen de ces crédits baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à son niveau de la période correspondante de 2020 pour se fixer à 6,0%. La durée moyenne des crédits, quant à elle, s'établit à 17,6 mois sur les cinq premiers mois de 2021, en deçà de la durée de 21,6 mois enregistrée à la même période en 2020. Ce recul traduit un accroissement de la part des crédits de court terme.

4.2 Marché boursier

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) de l'UEMOA au mois de mai 2021, les indices BRVM 10 (+0,4%) et BRVM composite (+4,0%) évoluent à la hausse, comparé au mois précédent. Par ailleurs, la place financière régionale enregistre un PER¹ moyen de 9,70 en augmentation de 0,88 point de pourcentage comparé à celui du mois précédent. Cette hausse traduit, toutes choses égales par ailleurs, un accroissement du prix moyen des actions. Toutefois, le taux de rendement moyen des actions s'établit à 7,30% après 16,25% un mois plus tôt.

En moyenne sur les cinq premiers mois de 2021, l'indice BRVM 10 recule de 5,9% tandis que l'indice BRVM composite s'accroît de 2,2%. L'évolution de l'indice composite découle de l'effet combiné de la progression des indices des secteurs de l'agriculture (+57,4%), de l'industrie (+38,5%) et des finances (+4,3%) ainsi que de la baisse de ceux des secteurs des transports (-15,6%), de la distribution (-6,0%) et des services publics (-5,9%).

Graphique 8 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



La capitalisation boursière se renforce cependant de 23,4% à fin mai 2021, en glissement annuel, soutenue à la fois par le marché des actions (+15,9%) et celui des obligations (+29,5%).

En conclusion, l'économie ivoirienne est marquée par le redressement, intervenu à fin avril 2021, de la production industrielle en volume qui était en repli sur le premier trimestre. Le secteur tertiaire se maintient en hausse et dans le secteur primaire, l'agriculture d'exportation évolue favorablement tandis que le secteur vivrier est quelque peu affecté par la sécheresse que le pays a connue en 2020. La confiance des banquiers en la Côte d'Ivoire est confirmée par la bonne orientation du financement bancaire de l'économie.

Cependant, les tensions sur les prix à la consommation persistent et érodent le pouvoir d'achat des ménages.

¹ Price Earning Ratio : ratio boursier correspondant au rapport entre la valeur en bourse d'une entreprise et ses profits

Tableau de bord

	mai.-20	nov.-20	déc.-20	janv.-21	fév.-21	mars.-21	avril.-21	mai.-21	Variations en glissement (cumul de la période)
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	-58,7%	-32,4%	-25,6%	-13,8%	11,8%	105,0%	250,3%	91,8%	52,5%
Cours du cacao	0,03%	-6,4%	-1,5%	-8,1%	-11,4%	5,3%	4,3%	4,2%	-1,7%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-2,5%	7,1%	9,5%	9,3%	11,2%	6,0%	11,2%	11,9%	9,9%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao (données trimestrielles)	0,0%	nd	1,4%	nd	nd	15,2%	nd	nd	nc ²
Café (données trimestrielles)	0,0%	nd	580,0%	nd	nd	-48,6%	nd	nd	nc
Coton	nd	nd	12,9%	6,1%	10,0%	13,3%	38,7%	134,7%	14,5%
Anacarde	118,2%	17916,2%	0,0%	nc	575,2%	95,1%	49,3%	-29,7%	52,6%
Secondaire									
IHPI global	-16,8%	1,9%	10,2%	-9,1%	-3,7%	11,3%	13,0%	17,4%	5,2%
IHPI hors extraction	-13,4%	1,1%	8,6%	-8,9%	-3,4%	11,2%	13,0%	17,8%	5,4%
<i>Industrie manufacturière</i>	-16,5%	0,9%	11,1%	-12,1%	-3,9%	12,4%	15,4%	25,3%	6,3%
<i>Electricité, gaz</i>	-0,2%	-2,0%	-1,5%	5,7%	-1,7%	6,1%	3,0%	-8,7%	0,9%
BTP	-8,68%	-57,86%	10,34%	-18,46%	-4,57%	21,74%	21,74%	nd	nc
Production d'électricité	5,6%	3,1%	3,7%	5,4%	-3,0%	5,8%	2,3%	-11,0%	-0,1%
Production de produits pétroliers	21,2%	-17,1%	16,7%	-22,6%	14,1%	21,2%	24,1%	26,3%	11,3%
Pétrole brut	-21,4%	-7,1%	-7,2%	-18,2%	-15,0%	-46,8%	-12,1%	-6,3%	-18,7%
Gaz naturel	7,7%	-0,5%	-1,7%	-0,4%	-3,1%	6,3%	7,4%	6,8%	3,6%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	-19,7%	-4,1%	2,2%	7,8%	8,3%	8,0%	18,8%	16,2%	11,5%
Trafic global maritime	6,7%	-0,9%	8,2%	22,1%	-6,6%	16,1%	36,7%	nd	nc
Total voyageurs aérien	-97,6%	-58,6%	-41,1%	-34,3%	-45,6%	-1,4%	4595,7%	2586,1%	14,5%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	0,3%	21,8%	18,0%	11,7%	8,1%	22,1%	6,6%	-5,5%	8,1%
Echanges extérieurs									
Exportation en quantité	-15,3%	-19,8%	2,9%	-10,5%	12,6%	42,6%	8,1%	10,8%	11,8%
Importation en quantité	-4,0%	46,5%	55,7%	-24,3%	19,6%	13,1%	13,7%	55,1%	15,3%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	-20,2%	-2,3%	8,9%	-4,7%	11,7%	28,0%	51,5%	12,6%	17,5%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	-7,1%	5,8%	15,8%	-24,9%	11,0%	15,7%	0,3%	53,0%	10,2%
Solde commercial (en milliards CFA)	-0,98	229,22	274,01	341,89	227,88	323,43	218,46	-202,26	909,40
Financement									
Masse Monétaire (M2)	14,8%	15,1%	21,1%	17,6%	22,1%	25,7%	24,5%	24,6%	24,6%
Actifs Extérieurs Nets	43,2%	27,2%	25,7%	20,5%	56,6%	62,8%	50,6%	53,5%	53,5%
Créances intérieures	10,7%	10,4%	17,6%	15,8%	13,4%	14,5%	13,4%	15,5%	15,5%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	19,8%	33,9%	40,0%	42,2%	19,2%	28,9%	27,2%	37,0%	37,0%
Créances sur l'économie BRVM composite	7,4%	1,4%	9,2%	5,9%	11,0%	8,7%	7,8%	7,1%	7,1%
BRVM composite	-17,1%	-7,6%	-8,7%	-12,4%	-5,0%	5,0%	9,9%	15,8%	2,2%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	-15,1%	6,5%	21,9%	19,2%	10,9%	14,8%	21,2%	58,1%	23,4%
Dépenses totales & Prêts nets	28,3%	29,4%	33,0%	26,3%	7,7%	5,8%	35,4%	5,3%	14,9%
Investissement public	98,3%	9,7%	33,0%	189,2%	-62,9%	23,0%	132,6%	-36,9%	-0,7%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-208,2	-290,5	-93,8	144,36	-14,43	-223,21	-178,10	-54,35	-325,7
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	2,3%	1,7%	2,3%	2,3%	3,2%	3,3%	3,9%	4,2%	3,4%
Indice des biens alimentaires	3,5%	2,1%	2,7%	3,1%	5,4%	5,1%	5,2%	6,8%	5,1%
IHPC hors biens alimentaires	1,7%	1,6%	2,1%	1,9%	2,2%	2,5%	3,3%	2,9%	2,6%
Emploi									
Salariés secteur formel	1,7%	5,6%	6,1%	6,2%	6,3%	7,3%	8,0%	7,3%	7,3%
Salariés secteur formel privé	0,9%	4,7%	5,5%	5,7%	6,1%	7,2%	7,7%	6,9%	6,9%

Direction des Prévisions, des Politiques
et des Statistiques Economiques (DPPSE)
Tél: (+225)2720200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Date de validation : 02 Août 2021

Pour en savoir plus :
Sous-Direction de la Conjoncture
Email : sd.c.dppse@dge.gouv.ci

Tel : +(225) 2720200924/2720200925

² nc : non calculé